

BR.EXIT¹ de droite ou FRECSIT² progressiste ?

Georges Gastaud

Auteur de Matérialisme et universalisme, Delga, 2015

L'OLIGARCHIE EURO-ATLANTIQUE se félicite de l'accord unanime que viennent de parapher les dirigeants des États européens sous la pression du Premier ministre anglais, David Cameron. Pour appréhender la signification politique de cet accord, il convient de rappeler un fait majeur : l'UE est si impopulaire en Grande Bretagne que Cameron a dû se résoudre à organiser en juin prochain un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. La manœuvre politicienne du Premier ministre britannique consistait à obtenir de l'UE un « paquet » de concessions jugé suffisant pour que le gouvernement tory puisse déceimment appeler les électeurs britanniques à voter Oui au référendum. Bref, il s'agit typiquement de ce qu'il faut bien nommer un contre-feu politique à la volonté populaire de rupture avec l'UE, ce rejet des institutions supranationales étant du reste de moins en moins spécifique à la Grande-Bretagne.

Pour juger des concessions arrachées par Cameron, il faut rappeler que le Royaume-Uni, qui n'est pas entré dans la zone euro-mark et qui a, en conséquence, conservé sa souveraineté monétaire et budgétaire, a toujours considéré que les décisions du parlement de Westminster l'emportaient juridiquement sur les prétendues « lois européennes », si bien que la présence britannique au sein de l'UE ressemble fort, depuis le début, à une participation « à la carte ». Il faut aussi noter qu'il en va de même de l'Allemagne, où la cour constitutionnelle de Karlsruhe a toujours estimé que les décisions du Bundestag avaient le pas, en cas de conflit, sur les directives édictées par Bruxelles. Quelle différence avec la France bourgeoise, où les membres du conseil constitutionnel – les Debray (« gaulliste »), Badinter (« socialiste ») et autre Fabius – jugent depuis toujours que les directives européennes n'ont pas être soumises à un contrôle de constitutionnalité puisque, pour ces dignes successeurs de Versailles et de Vichy, les traités internationaux signés par Paris l'emportent sur la Constitution de la République française. On ne saurait mieux afficher l'asymétrie qui règne en Europe, non seulement entre le Sud du sous-continent et le Nord (Cameron a obtenu tout ce qu'il réclamait alors que le Grec Tsipras a dû avaler dix fois son chapeau !), mais aussi entre les États (inégalement) dominants qui dirigent le vaisseau amiral européen, notamment le prétendu Axe franco-allemand.

Il importe enfin de rappeler la teneur profondément réactionnaire de l'accord avalisé par Hollande (capitale : Maastricht) en ce funeste mois de février 2016. D'une part, les travailleurs migrants venus de l'Est européen (notamment le prolétariat polonais viré de son pays par

la méga-casse de leur industrie socialiste) se verront désormais privés des maigres droits que trois décennies de thatchéro-blairisme ont consenti à laisser aux salariés anglais. On ne saurait mieux afficher la profonde inégalité des « citoyens européens » dans le cadre de cette belle « construction » européenne que le Parti de la Gauche Européenne et son président, M. Pierre Laurent, prétend encore « réformer de l'intérieur ». D'autre part, Cameron a obtenu de Bruxelles que les timidissimes « règles » que l'UE voulait à l'avenir imposer aux financiers européens restent totalement facultatives pour la City britannique ; si bien que, BR.EXIT ou pas BR.EXIT, la place forte londonienne de la finance mondiale est assurée que le méga-paradis fiscal british, et derrière lui, Wall Street, continuera de déstabiliser à sa guise les économies – et les emplois productifs (agriculture, industrie...) – de tout le sous-continent. Après tout, le cancer financier londonien n'a-t-il pas commencé, sous Thatcher, par pulvériser la classe ouvrière industrielle britannique (souvenons-nous de l'héroïque grève minière de 1984 brisée dans le sang par la « Dame de fer » !).

Certes, si la Grande-Bretagne se retire de l'UE, tous les adversaires conséquents de cette prison des peuples devront s'en réjouir – y compris et surtout les progressistes, car le retrait britannique peut amorcer un mouvement général continental de contestation de la dictature supranationale du grand capital. Mais qu'on ne se leurre pas pour autant : si le BR.EXIT avait lieu sur les bases réactionnaires et grossièrement nationalistes qui sont celles du parti UKIP (« Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni »), les milieux oligarchiques qui dominent l'UE germano-centrée contre-attaqueraient aussitôt en relançant leur projet de « coopérations renforcées » : en clair, un retrait britannique se traduirait par un contre-

¹ *British Exit* : sortie britannique (de l'Union européenne)

² France en Rupture avec l'Europe Capitaliste Supranationale à l'Initiative des Travailleurs

BR.EXIT ultra-fédéraliste accentuant la domination germano-américaine sur l'UE et broyant les bribes de souveraineté qui restent à notre pays, sans parler de la manière encore plus humiliante dont seront alors traités les pays de l'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne, Portugal : les « PIGS ») et les ex-pays socialistes de l'Est rendus à leur état de néocolonies occidentales par la contre-révolution des années 1990. Au passage, il est

Au total, quand on examine de près la fausse alternative réactionnaire que comportent, simultanément, le BR.EXIT et le contre- BR.EXIT fédéraliste envisagé par Merkel et Hollande, on ne peut qu'en venir aux conclusions stratégiques suivantes :

- 1 L'actuel gouvernement français – qui agit dans un consensus parfait avec l'ex-UMP sur le dossier euro-atlantique – devrait *le premier* être globalement frappé de déchéance nationale, tant les équipes alternantes du Parti Maastrichtien Unique au pouvoir sont prêtes à tous les abaissements nationaux pour suivre à marche forcée la feuille de route antifrançaise du Medef. La conséquence évidente, à laquelle continuent de se dérober les eurotrotskistes du NPA et de LO, les euroréformistes du PCF-PGE et certains mouvements « marxistes-léninistes » qui ignorent tout des positions léninistes sur la question nationale, c'est que l'alliance antifasciste et anti-UE du drapeau rouge prolétarien et du drapeau tricolore de la nation s'impose plus que jamais pour briser la dictature euro-atlantique et pour rouvrir à la France la voie de la révolution sociale.
- 2 Les manigances pro-UE de Cameron sont très instructives sur ce que cherchent véritablement à concocter le FN et ses satellites pseudo-souverainistes. On peut gager que Marine Le Pen ne sortira *jamais* la France de l'euro, de l'UE et de l'OTAN, même si Florian Philippot est chargé de brandir bien haut le drapeau mensonger de l'« euroscepticisme ». Déjà, la patronne du FN avait annoncé sur LCP, à l'émission *Questions d'info*, qu'elle appellerait la France à « rester dans l'UE » pour peu que cette dernière « nous restitue notre souveraineté ». En réalité, le FN sait très bien que, même si sa chef bien-aimée accède à l'Élysée, elle ne pourra pas gouverner sans l'appui des députés sarkozystes, lesquels ne feront rien sans le feu vert du Medef – entièrement acquis à l'UE, au « Pacte transatlantique », au tout-anglais impérial, etc. Au mieux, la Le Pen fera au nom de la France ce qu'a fait Cameron au nom de la Grande-Bretagne : elle posera des conditions – qui pèseront seulement sur les immigrés – et elle constatera le moment venu que, l'UE « nous » ayant rendu une bribe de souveraineté, il est conforme à
- 3 l'« intérêt national » d'appeler le bon peuple à voter Oui au maintien dans l'UE... Il est donc capital que les militants franchement communistes – et plus seulement, dans les faits, ceux du PRCF – expliquent aux ouvriers tentés par le vote FN que ce parti est *faussement* national et qu'avec lui, ce serait bel et bien, si l'on peut dire, la « double Pen » : double ration de fascisation et d'euro-servilité...
- 4 Non seulement, il n'y aurait pas de *bonne* sortie « par la droite » de l'UE pour notre pays, mais le risque est fort mince, pour la grande bourgeoisie, qu'il y ait une sortie tout court si le retrait français est piloté par une des variétés du « souverainisme » bourgeois. Alors que certains groupes anti-UE prétendent, comme le Comité Valmy, que peu importe par quelle porte (de droite, de gauche ou du centre !) la France sortira de l'UE, pourvu qu'elle en sorte, comme si le contenu de classe du retrait français n'avait aucune espèce d'importance... En réalité, seule la classe travailleuse, et à sa suite, l'ensemble des couches populaires et moyennes, peuvent sortir la France de l'UE en affrontant pour cela le grand capital et l'impérialisme « français », dont la stratégie de classe (mondialiser ses profits quitte à détruire les conditions d'existence des ouvriers, paysans, ingénieurs, fonctionnaires, artisans, etc.) passe par la réduction drastique de la République une et indivisible héritée de la Révolution française et du CNR.
- 5 On mesure l'irresponsabilité et la veulerie politiques de ceux qui, y compris chez certains ténors prétendument écarlates, proclament *urbi et orbi* (pour éviter d'affronter les directions euro-formatées de la CGT du PCF) : « Inutile de combattre l'UE et l'euro, puisqu'ils vont tomber tout seuls »... alors que, nous venons de le démontrer, la sortie de droite (ou plutôt, la *fausse* sortie de droite) ne peut être au mieux qu'un « reculer pour mieux sauter » accélérant la marche à l'État fédéral européen sous l'égide de Berlin, de Washington... et de la City !

Plus que jamais, la responsabilité des militants franchement communistes, des syndicalistes de classe et des citoyens clairement républicains, est donc de relancer l'offensive pour les quatre sorties, de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme. Pour cela, emparons-nous de la pétition exigeant un référendum français sur le maintien ou pas de la France dans l'UE, pour permettre à notre peuple de dire Non à l'euro-dictature, tout en engageant la lutte *politique* pour une République sociale, souveraine et fraternelle. En un mot, vive la **Franche Rupture** avec l'**Europe Capitaliste Supranationale**... à l'**Initiative des Travailleurs** !